

Document

La Chine à la conquête des sources d'énergie (18.08)

Le Monde – 17.08

Depuis quelques mois, les géants chinois de l'énergie et des ressources naturelles sont pris d'une nouvelle frénésie d'achats, alimentée par la crise financière mondiale et par le rebond de l'économie chinoise, favorisé par un mégaplan de relance, qui a ouvert toutes grandes les vannes du crédit.

Quelque 13,4 milliards de dollars de contrats (9,5 milliards d'euros) ont été annoncés - mais pas forcément confirmés - depuis le début de l'année rien que dans le secteur des hydrocarbures, selon le consultant britannique Dealogic, soit 22 % de plus qu'il y a un an. Et c'est sans compter avec la dernière opération en cours de discussion : le rachat à l'espagnol Repsol YPF de ses 84 % dans YPF, le premier pétrolier argentin, pour 17 milliards de dollars, par un duo de pétroliers chinois, la CNPC et la Cnooc.

L'avancée des négociations, révélée par l'agence d'informations financières Dow Jones fin juillet, n'a pas encore fait l'objet de commentaires officiels. L'affaire est cependant loin d'être conclue, malgré l'endettement de Repsol YPF : le gouvernement argentin, qui n'a pas de part dans YPF, dispose en effet d'un droit de veto. En 2008, le gouvernement espagnol avait déjà bloqué la vente de 20 % de Repsol YPF au russe Gazprom. Et, en février, le chinois Sinopec avait aussi tenté, en vain, d'acquérir 20 % de Repsol YPF. Mais, si le rachat d'YPF se concluait, ce serait le plus gros investissement chinois à l'étranger de tous les temps.

Un succès chinois en Argentine pourrait faire tomber un verrou qui a pour l'instant maintenu les Chinois à distance d'actifs trop "voyants" par leur poids et la charge patriotique qui leur est associée : en 2005, Cnooc avait ainsi dû retirer son offre de 18,5 milliards de dollars sur le pétrolier américain Unocal à cause des réactions très négatives que ce projet avait suscitées aux Etats-Unis.

Mêmes déboires pour Chinalco, qui a dû renoncer, en juin, à doubler sa participation dans Rio Tinto, en grande partie à cause de considérations politiques : le géant de l'aluminium chinois doit pour l'instant se satisfaire des 9 % acquis en février 2008 pour 14 milliards de dollars dans le groupe minier australien.

Mais tout milite dans le sens d'un rôle accru des Chinois dans la course aux actifs énergétiques et miniers à travers le monde : en montrant la vulnérabilité de leurs placements financiers en bons du Trésor américain, la crise financière mondiale a rendu encore plus attrayants les investissements directs à l'étranger pour le recyclage des quelque 2 000 milliards de dollars de réserves monétaires chinoises. L'énergie et les ressources naturelles, dont la Chine a des besoins colossaux, en sont des cibles privilégiées.

ENTRÉE DANS LE GOTHA

Enfin, les Chinois reconnaissent qu'ils auraient tort de ne pas profiter d'un marché favorable aux acheteurs. *"La crise nous offre des opportunités sans précédent"*, déclarait récemment, au *China Daily*, un cadre de la CNPC interrogé sur les affaires en cours du pétrolier chinois, présent dans vingt-neuf pays.

La liste des acquisitions ou des accords signés ces derniers mois par les compagnies chinoises témoigne de plusieurs évolutions, selon les analystes. Alors que les trois groupes pétroliers, qui sont tous contrôlés *in fine* par l'Etat, ont souvent été en concurrence les uns avec les autres par le passé, ils ne rechignent plus à allier leurs forces : c'est le cas de l'offre sur YPF, qui rassemble CNPC et la Cnooc, spécialisée à l'origine dans l'exploitation offshore. Ou encore, en juillet, du rachat par Sinopec et Cnooc d'un bloc off-shore en Angola à l'américain Marathon Oil, pour 1,3 milliard de dollars.

De plus en plus, des compagnies chinoises font également équipe avec des partenaires étrangers, signe de leur acceptation croissante par le gotha mondial du pétrole : en juin, c'est aux côtés de BP que la CNPC a remporté, face à ExxonMobil, l'exploitation du champ pétrolier de Rumalia en Irak. Shell était de son côté en lice aux côtés de Sinopec et CNPC, pour un autre des champs proposés, Kirkuk.

Au Venezuela, la CNPC collabore avec Total pour l'obtention de deux blocs pétroliers et la construction d'installations pour le traitement de pétrole brut lourd. Les résultats de l'appel d'offres, attendus le 14 août, ont été repoussés.

Les groupes étrangers tirent plusieurs avantages de cette coopération : ils profitent des capacités de financement chinoises, des économies sont possibles grâce aux faibles coûts de main-d'oeuvre, et ils espèrent de nouveaux contrats en Chine.

Le pilotage plus rationnel de la politique énergétique chinoise est, lui, le résultat direct de l'établissement, en juillet 2008, d'une sorte de super-ministère de l'énergie, la National Energy Administration (NEA), rattachée à l'agence de planification. Pourtant, selon certains analystes, Pékin paie parfois le prix fort : ainsi, l'offre de Sinopec sur le suisse Addax Petroleum, qui s'est conclue pour 7,2 milliards de dollars en juin, représentait une prime de 47 % sur le cours de l'action de la société, bien plus que ce qu'avait proposé son concurrent coréen.